

**M**ichael Moore n'en revient toujours pas. La violente crise économique de l'année dernière n'a pas entamé l'idylle qui attache les consommateurs au capitalisme. Dans son dernier film au titre révélateur *Capitalism: a love story*, le réalisateur américain se demande pourquoi les programmes de politique libérale continuent à séduire ceux qui en souffrent le plus, les classes populaires. Il accumule les faits accablants. Aux États-Unis, le rapport maximum de salaire entre un employé et un PDG est passé de 40 en 1980 à 411 en 2005. Ajay Kapur, analyste stratégique à Citibank (première banque américaine), s'est inquiété de ce que la nation était en train de devenir une « ploutonomie » (du grec *Ploutos*, divinité de la richesse, néologisme qui désigne une économie où la création de richesse est accaparée par les dirigeants) ; la situation porterait à ses yeux des risques de révolte. Si les centaines de milliers d'Américains surendettés et expulsés de leurs logements ne se sont pas insurgés, la crise a quand même eu une retombée : elle a facilité l'élection de Barack Obama. Rien de tel en Europe. Tandis qu'on assiste à des faits similaires – plans de licenciements mis en œuvre par des entreprises réalisant des bénéfices, creusement des inégalités, réductions budgétaires dans la santé ou l'éducation, banques encore plus puissantes à l'issue de la crise, à la suite de prêts faramineux des États et de mouvements de concentration –, les électeurs votent de plus en plus pour les candidats de la droite libérale. Les partis socialistes sont en net reflux dans l'Union (lire p. 42). Le libéralisme et la dérégulation des marchés financiers ont été discrédités, cependant, les suffrages populaires ne les sanctionnent pas.

### Une société érodée par l'égoïsme ?

Il est vrai que les politiciens socialistes ont leur part de responsabilité dans l'affaire. Tandis que Barack Obama en campagne a su donner un souffle inédit aux grands thèmes du parti démocrate, les socialistes européens ont été impuissants à faire valoir des solutions crédibles (lire p. 50 et p. 53). « Il ne faut pas renoncer à des alternatives au capitalisme... Ce n'est pas parce qu'on n'a pas trouvé jusqu'à présent d'autre système qu'il ne faut pas continuer à chercher, car ce système est quand même très injuste »... Tandis que Pascal Lamy, directeur général de la très libérale OMC (Organisation mondiale du commerce), tenait ce discours sur France Inter il y a un an, les socialistes peinaient à faire oublier leur récente et brouillonne conversion au libéralisme : « Le libéralisme est donc d'abord une philosophie politique et j'y adhère » (Bertrand Delanoë, *De l'audace*, Robert Laffont, mai 2008), ou encore « le libéralisme politique est depuis l'origine indissociable du socialisme démocratique » (Ségolène Royal, 24 mai 2008). Comment expliquer ce déphasage, cette absence d'à-propos tragique du PS ? Pourquoi le socialisme est-il moribond, alors même que le libéralisme est en crise ? Revenons aux fondamentaux. C'est le journaliste et philosophe Pierre Leroux qui forge le terme de « socialisme » en 1834. Cependant, il existe de nombreuses variantes du socialisme, selon qu'il désigne une économie collectiviste planifiée par l'État, des modèles cogestionnaires ou encore la social-démocratie (lire p. 46). Quel est le point commun entre ces divers mouvements ? « C'est la passion qui a été l'inspiration de tous ces systèmes, ce qui leur a donné naissance et ce qui fait leur force, c'est la soif d'une justice plus parfaite, c'est la pitié pour la misère des classes labo-

rieuses, c'est un vague sentiment de trouble qui travaille les sociétés contemporaines », telle est du moins l'explication émotionnelle qu'en propose, en 1897, Émile Durkheim, père fondateur de la sociologie française, dans *Le Socialisme*. Et d'avancer une définition percutante, toujours d'actualité : « On appelle socialiste toute doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques... aux centres directeurs et conscients de la société. » Contre les « économistes qui réclament le laisser-faire », le socialisme entend mettre un frein à la recherche du profit, au nom de principes politiques et philosophiques – il oppose ainsi le pouvoir de la conscience à celui de l'argent. Or, aujourd'hui, précisément, les « centres conscients » de la société sont en train de muter ou de se désagréger. Comme le diagnostique le penseur italien Raffaele Simone (lire p. 44), l'esprit du

temps se métamorphose. Le consumérisme l'emporte et, avec lui, la passion de l'enrichissement, du divertissement, des satisfactions rapides. Que propose la gauche socialiste ? Sacrifier une partie de ses revenus en payant des impôts par solidarité, restreindre sa consommation, faire un effort sur soi pour l'éducation, la culture... toutes ces valeurs sont, hélas, liées à l'effort. Au milieu de la surprise-partie du marché global, le socialisme fait banquette, il est devenu une force réactionnaire, sourde au tempo de l'Histoire. Plus encore, il est possible que le désir même de « faire société » ait fait long feu, érodé par l'égoïsme de masse. Que reste-t-il de la conscience de classe ou de la nécessité de mener des luttes collectives, qui animaient le Front populaire ? Si les discours des partis de droite sur l'insécurité rencontrent un si profond écho dans l'électorat, c'est sans doute que « l'autre » n'est plus appréhendé comme un compagnon de route, mais comme une menace.

### POURQUOI LE SOCIALISME EST-IL MORIBOND ALORS MÊME QUE LE LIBÉRALISME EST EN CRISE ?

Dans une société atomisée, où l'emploi est fragile, où l'on est sans cesse évalué et mis en concurrence, chacun tente de tirer son épingle du jeu, les stratégies individuelles dominent. « Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine. » La prophétie formulée par Alexis de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* en

« L'AUTRE » N'EST PLUS APPRÉHENDÉ COMME UN COMPAGNON DE ROUTE, MAIS COMME UNE MENACE. MARTINE AUBRY, PREMIÈRE SECRÉTAIRE DU PS, ET SÉGOÏÈNE ROYAL, MEETING DU PS (RÉZÉ, 2009).



© SÉBASTIEN CALVET/FEDEPHOTO



- ■ ■ 1840, qui prévoyait que la démocratie était soluble dans l'individualisme, semble s'être réalisée. Chacun pour soi, et fi du socialisme !

### La trahison des élites

Mais il y a une troisième explication au déclin du socialisme contemporain, qui tient à ce que l'historien de la culture Christopher Lasch a baptisé la « *révolte des élites* », dans un livre du même nom

paru en 1995. Qui sont les moteurs du capitalisme avancé ? Ce sont des avant-gardes composées de publicitaires, d'entrepreneurs de la nouvelle économie, de journalistes, d'intellectuels qui, tous, se veulent « ouverts », « cosmopolites », « nomades » et, bien sûr, « de gauche » – tout en méprisant les classes populaires et les habitants des zones rurales, qu'ils jugent obscurantistes et intolérants, car « de droite ». Se réclamer de la gauche, être socialiste aujourd'hui, qu'est-ce que cela signifie ? Dans la plupart des cas, c'est être laïque, sceptique, créatif, hédoniste et libertaire – mais

© FREDERIC STUCIN/MPOP

certainement pas solidaire des ouvriers, des agriculteurs ou de la nation. Parce que les idéaux socialistes sont portés par des gens qui les incarnent bien mal, premiers de la classe rompus aux règles de la compétition, ils ont cessé d'être crédibles et sont désormais suspects d'hypocrisie.

Dernière explication structurelle de la débâcle socialiste, l'État-providence n'est plus considéré comme un système juste. Même à gauche, l'impôt ne fait plus l'unanimité, comme en témoigne le scandale provoqué par Peter Sloterdijk, dans un article paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, en août dernier : le philosophe allemand y compare l'État-providence à un « *monstre kleptomane* » pillant les revenus d'une poignée de « *citoyens performants* ». De nos jours, à l'en croire, ce ne sont pas les capitalistes qui s'enrichissent sur le dos des prolétaires, mais – abomination ! – les pauvres qui vivent aux crochets des riches, grâce à la manne que leur alloue l'État fiscal. Étonnant par le caractère simpliste de son argumentation, cet article n'en touche pas moins à un point crucial : si l'on vote massivement à droite sur le Vieux Continent, c'est sans doute parce que nos systèmes sont perçus comme « *une forme de semi-socialisme* », dont il conviendrait de corriger la gourmandise en adoptant un programme libéral de diminution des impôts...

### Vers l'écosocialisme

Règne du consumérisme, individualisme effréné, élitisme de la gauche, excès de la pression fiscale : à ces quatre maux du socialisme européen, il faut ajouter un manque. Parce qu'il est un enfant de la première révolution industrielle, le socialisme n'a pas réussi à se dégager de son credo productiviste. C'est pourquoi il n'a pas clarifié ses rapports avec l'écologie, souvent considérée comme secondaire, sinon contraire aux intérêts des travailleurs. Par définition, on l'a vu, le socialisme a vocation à imposer des limites à la rationalité économique, à la recherche du profit. Dans un premier temps, son combat a consisté à libé-

rer les travailleurs de la servitude. Mais, à l'heure du réchauffement climatique et de la raréfaction des énergies non renouvelables, l'urgence pourrait bien avoir changé de nature. « *La restructuration écologique de la société nécessite que la rationalité économique soit subordonnée à une rationalité écosociale* », avance André Gorz dans *Capitalisme*,

“ À L'HEURE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, L'URGENCE POURRAIT AVOIR CHANGÉ DE NATURE. ”

*socialisme, écologie*, écrit aux lendemains de la chute du mur de Berlin. Le socialisme ne peut être, selon lui, régénéré que s'il accepte de s'intégrer à l'écologie, et non l'inverse ; il y aurait donc un écosocialisme à inventer, qui pourrait convaincre les électeurs. Faire en sorte de préserver et d'améliorer les conditions de la vie humaine sur Terre, de réactiver les « *centres conscients* » de la société : un tel projet ne se limite à la préservation de l'environnement, mais s'étend à la promotion de l'éducation, de la culture (*lire p. 56*) et aussi de la justice et du droit (*lire p. 56*). Il est certain que, aujourd'hui, le socialisme ne sortira pas de l'impasse par de simples ajustements, des mesures de cosmétique politique telles que les envisage le PS. S'il ne se donne pas un « *sujet historique* » de grande ampleur, s'il ne modifie pas sa conception du travail et de la société, s'il ne propose pas un grand projet messianique qui ne serait plus la libération du prolétariat mais la préservation de la Terre et de la conscience humaine, il y a peu de chance que le socialisme renaisse ■

## SOCIALISME EUROPÉEN : LE GRAND REFLUX

En 2002, les socialistes gouvernaient treize des quinze pays européens. Aujourd'hui, ils ne sont plus aux commandes qu'au Portugal, en Grèce, en Espagne, au Royaume-Uni et en Hongrie. **PAR CÉDRIC ENJALBERT**

**En France, crise d'identité du PS.** « *Il faut changer de nom, le mot socialiste ne veut plus rien dire [...] C'est minuit moins le quart, là, avant la mort clinique du PS* », déclarait Manuel Valls, après la débâcle aux élections européennes. À l'approche des régionales en mars prochain, selon les intentions de vote, le PS serait devancé par l'UMP et verrait sa place de second menacée par Europe Écologie.

**Tribulations du parti démocrate italien.** Après un revers aux élections régionales en 2009, le parti démocrate (PD), désavoué, a changé de direction : Walter Veltroni a été remplacé par Pier Luigi Bersani. Les élections européennes de juin ont été un échec : le parti de Silvio Berlusconi a recueilli près de 35 % de votes contre 26 % pour le PD.

**En Angleterre, la déroute du parti travailliste.** Le *Labour* est arrivé en troisième position aux élections européennes. Critiqué pour sa gestion de la crise et affaibli par un scandale politique, Gordon Brown connaît une fin de mandat difficile. Les sondages d'opinion prédisent au *Labour* une débâcle aux élections législatives de mai prochain.

**En Espagne, le recul de José Luis Zapatero.** Reconduit à la tête du gouvernement l'an passé, José Luis Zapatero est confronté aux effets de la crise et à un fort taux de chômage. Après avoir perdu des élections régionales, son parti (le parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) a été devancé par les conservateurs aux élections européennes.

**En Allemagne, problèmes d'identité du SPD.** Successeur de Schröder, Kurt Beck a été renversé en 2008 par l'aile droite du parti, puis remplacé par Franz Müntefering, qui a démissionné en novembre dernier. Revenu à des positions centristes, le SPD a obtenu des résultats historiquement mauvais tant aux élections européennes qu'aux législatives de septembre.

**Le modèle suédois en crise.** Victime de l'impopularité de son système social malgré une croissance soutenue, le SAP (parti social-démocrate des travailleurs suédois), au pouvoir depuis douze ans, a subi une défaite historique lors des élections générales de 2006. À la suite de cet échec, Mona Sahlin a succédé à Göran Persson pour diriger le parti.

**En Belgique, la tourmente du parti socialiste.** Miné par des affaires de malversation qui touchent nombre de ses élus, le PS belge d'Elio Di Rupo a été sanctionné aux élections fédérales de 2007 par le plus mauvais score de son histoire. En juin dernier, il a reculé aux élections régionales ainsi qu'aux européennes dans la région de Bruxelles.

**Le parti socialiste portugais perd son avance.** Après un sérieux revers aux élections européennes en juin, le PS de José Sócrates a perdu sa majorité absolue au parlement en octobre. Il doit gouverner en minorité alors qu'un scandale de corruption éclabousse des personnalités socialistes.

**En Autriche, déroute pour les sociaux-démocrates du SPÖ.** Après avoir enregistré son plus mauvais score depuis 1918 lors des législatives de 2008, le parti du chancelier Werner Faymann a perdu sa première place et s'est retrouvé derrière le parti du peuple (ÖVP) lors des européennes de juin dernier. Un échec historique là aussi.

**Aux Pays-Bas, repli des travaillistes, montée des populistes.** Le PvdA (parti des travaillistes) du vice-Premier ministre Wouter Bos a connu l'un des plus mauvais scores de son histoire lors des élections européennes de juin, en étant devancé par l'extrême droite et son parti pour la liberté.